



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle



Monsieur [REDACTED]  
Directeur  
EHPAD LES RIVES D'ODE  
AV NICOLAS POUSSIN  
11000 CARCASSONNE

Date : Vendredi 27 octobre 2023

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

**V/Réf :** Votre courrier du 03/10/2023 reçu le 09/10/2023 par mail

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 13 septembre 2023, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives et le tableau des remarques, ci-joints, précisent les deux prescriptions retenues et la recommandation maintenue avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre des Solidarités et des Familles, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

Didier JAFFRE

**Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle**  
**Pôle Régional Inspection Contrôle**

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives  
Tableau des remarques et des recommandations retenues  
Contrôle sur pièces de l'EHPAD « RIVES D'ODES » (CARCASSONNE)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

**Tableau définitif de synthèse des mesures correctives**

<b>Ecart</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Nature de la mesure attendue Prescription</b>	<b>Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire</b>	<b>Réponse de l'établissement</b>	<b>Décision du Directeur Général de l'ARS</b>
<b>Ecart 1:</b> La Commission de Coordination Gériatrique n'est pas constituée et/ou active, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-158, 3° du CASF.	Art. D.312-158, 3° du CASF	<b>Prescription 1 :</b> Le médecin coordonnateur doit réunir, au minimum une fois par an, la commission de coordination gériatrique chargée d'organiser l'intervention de l'ensemble des professionnels salariés et libéraux au sein de l'établissement. Constituer la dite commission.	<b>6 mois</b>	[REDACTED]	<b>Maintien de la prescription n°1</b>  <b>Effectivité 2024</b>
<b>Ecart 2:</b> La composition du CVS n'est pas conforme à l'article D. 311-5-I du CASF. Elle ne se réunit pas au moins 3 fois par an, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-16 du CASF	Art. D.311-4 du CASF Art. D.311-5-I du CASF	<b>Prescription 2:</b> Mettre en conformité la composition du CVS selon l'article D311-5-I CASF. Réunir le CVS a minima 3 fois par an conformément à l'article D 311-16 du CASF.  Transmettre la nouvelle composition à l'ARS.	<b>4 mois</b>	[REDACTED]	<b>Levée de la prescription n° 2</b>

<b>Ecart 3:</b> La structure déclare que ce sont des médecins hospitaliers qui interviennent dans la structure. L'Ehpad ne dispose pas de MEDCO ce qui contrevient à l'article D312-155-0 du CASF.	Article D312-156 du CASF	<b>Prescription 3:</b> Se mettre en conformité.	6 mois	<div>████████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>████████</div> <div>██████████████████</div>	<b>Maintien de la prescription n°3</b>  <b>Effectivité 2024</b>
<b>Ecart 4:</b> La procédure de déclaration des dysfonctionnements et EIG aux autorités (ARS et CD) transmise par la structure ne précise pas une déclaration « sans délai », ce qui contrevient aux dispositions de l'article L331-8-1 du CASF.	Art. L.312-8 du CASF Art. L.331-8-1 du CASF	<b>Prescription 4:</b> Actualiser la procédure de déclaration des dysfonctionnements et des EIG en y intégrant la notion « sans délai ».	Immédiat	<div>██████████████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████████████</div> <div>████████</div>	<b>Levée de la prescription n°4</b>
<b>Ecart 5:</b> La structure déclare que chaque résident ne dispose pas d'un projet de soins individuel (PSI), ce qui contrevient aux dispositions de l'article D312-155-0 du CASF-3ème alinéa.	Art. D.312-155-0 du CASF	<b>Prescription 5:</b> La structure est invitée à élaborer pour chaque résident un projet de soins individualisé. Transmettre une attestation d'effectivité à l'ARS.	6 mois	<div>████████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>████████</div>	<b>Levée de la prescription n°5</b>

Tableau des remarques et des recommandations retenues

Remarque	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandations retenues par le Directeur Général de l'ARS
<b>Remarque 1:</b> L'organigramme transmis ne mentionne pas les liens hiérarchiques et fonctionnels, ni toutes les catégories de personnels énumérés dans l'article D. 312-155-0, II du CASF.	Art. D.312-155-0, II du CASF Art. L.312-1, II, alinéa 4 du CASF	<b>Recommandation 1:</b> Transmettre un organigramme mentionnant les liens hiérarchiques et fonctionnels et toutes les catégories de personnel de l'EHPAD.	Immédiat	[REDACTED]	Levée de la recommandation n°1
<b>Remarque 2:</b> La mission ne peut pas s'assurer de la validité du document puisque PE non transmis.	Art. L.311-8 du CASF (validité PE : 5 ans)	<b>Recommandation 2:</b> Transmettre à l'ARS le PE.	Immédiat	[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]	Levée de la recommandation n°2
<b>Remarque 3:</b> Aucun document probant transmis.	Art. D.312-155-0, II du CASF	<b>Recommandation 3:</b> Transmettre le contrat de travail signé et daté.	Immédiat	[REDACTED]	Levée de la recommandation n°3

<b>Remarque 4:</b> L'absence de professionnel MEDECO et IDEC ne permet pas la coordination des prises en charge pluridisciplinaire des usagers.	Pluridisciplinarité de l'équipe : Art. D.312-155-0 du CASF	<b>Recommandation 4:</b> S'assurer de la coordination des prises en charge pluridisciplinaire des usagers.	<b>Effectivité 2024</b>		<b>Maintien de la recommandation n°4</b>  <b>Effectivité 2024</b>
<b>Remarque 5:</b> Le planning transmis ne permet pas de s'assurer de la continuité d'accompagnement en soins des résidents. Il manque la légende.	Qualité et sécurité de la PEC: Art. L.311-3 du CASF	<b>Recommandation 5:</b> Transmettre à l'ARS les plannings des IDE et des AS –AMP- AES du jour J avec légende.	<b>Immédiat</b>		<b>Levée de la recommandation n°5</b>
<b>Remarque 6:</b> Les éléments communiqués par la structure ne permettent à la mission de s'assurer de l'existence de l'ensemble des procédures de bonnes pratiques médico-soignantes gériatriques.	Guide HAS Novembre 2021	<b>Recommandation 6:</b> Transmettre à l'ARS l'ensemble des procédures existantes.	<b>1 mois</b>		<b>Levée de la recommandation n°6</b>

<b>Remarque 7:</b> La structure déclare ne pas avoir organisé les accès aux plateaux techniques de la biologie et de l'imagerie (ou par convention).		<b>Recommandation 7:</b> La structure est invitée à s'organiser pour avoir accès aux plateaux techniques de la biologie et de l'imagerie - Sur site ou par convention.	<b>6 mois</b>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<b>Levée de la recommandation n°7</b>
---	--	---	---------------	---	---------------------------------------